

14 septembre 2010

Un automne chaud ?

Le plus important syndicat du Front commun de l'Outaouais, le Syndicat des travailleuses et des travailleurs de la santé de Gatineau (STTSG) -- et non pas ... des services généraux comme je l'avais nommé dans mon texte envoyé le 13 août -- a rejeté l'entente gouvernement -- Front commun à 88% (800 votants sur 2400 membres) tandis que le Syndicat des Employé(e)s du Centre Hospitalier de l'Université de Montréal (SECHUM), le plus important syndicat du Front commun de la région de Montréal -- je crois -- l'a aussi rejeté à 88% (1200 votants sur 4500 membres). Se pourrait-il que la majorité du Front commun, du moins de la FSSS, rejette l'entente ?

Déjà les instances de la FNEEQ ont avalisées l'entente de principe par une mince majorité des syndicats membres. Il semble qu'une masse critique d'assemblées de gros syndicats de la région de Montréal vont la rejeter. Et puis il y a la FIQ qui ne semble pas démordre. Un rejet de l'entente serait à mon avis une bombe atomique politique dans l'enfer pourri de la politique québécoise et canadienne... et l'immense espoir d'une mobilisation de grande ampleur cet automne qui pourrait avoir le potentiel de battre en brèche la nouvelle ronde de coupures, de privatisations et de hausses de tarifs annoncées par le dernier budget Libéral... et peut-être même de le renverser si cette mobilisation se convertissait en grève général militante du secteur public largement soutenue par la population, ce à quoi il faut appeler ouvertement.

Il faudra cependant commencer par le commencement. Les militantes de la FSSS se souviennent de la stratégie de la FIQ de faire cavalier seul parce qu'elle bénéficiait d'une large sympathie du public. Elles n'apprécient pas la désinvolture de la FIQ face à la question des salaires étant donné le modeste niveau de salaire des syndiquées de la FSSS d'autant que l'augmentation en pourcentage les pénalisait au départ. Il faudra régler ces irritants en partant pour arriver à une solide unité militante sur la base de revendications communes, tant sur les salaires que sur les conditions de travail pour lesquelles toutes seront solidaires jusqu'au bout, c'est-à-dire que personne ne rentre avant que toutes ne soient prêtes à le faire.

Deuxième question cruciale : qui dirigera le combat ? Les directions syndicales nationales et peut-être intermédiaires se sont complètement discréditées. Il faut donc leur enlever la direction des affaires. Par qui les remplacer ? À mon avis, il faudra que le contrôle ultime soit le fait d'assemblées générales locales, régionales et nationales fréquentes du genre une fois par semaine dans la période de préparation à la grève et journalières ou presque pendant la grève. Ces assemblées éliront une coordination de déléguées, qui pourront contenir ou ne pas contenir des membres des actuels exécutifs, qui feront constamment rapport et qui seront révocables à tout moment.

Troisième question : étant donné l'épée de Damoclès des services essentiels qui à toute fin pratique rendra la grève inopérante, que faire ? Deux voix diamétralement opposées sont possibles. La première est de réduire les services essentiels dans la santé -- c'est beaucoup moins un problème ailleurs -- à leur portion congrue sans perdre toutefois l'appui populaire, ce qui suppose une grève massive, très militante, très appuyée mais brève. La deuxième option, pour laquelle j'ai un préjugé favorable, serait une occupation des hôpitaux, écoles, etc., de foutre l'administration à la porte donc d'organiser une gestion prolétarienne avec

l'appui et le soutien de la population, ce qui suppose une certaine préparation et un certain goût du risque.

Quatrième question : faut-il modifier les revendications initiales, sans rien abandonner des demandes salariales, de sorte à mettre en évidence des revendications qui rendent très claires une amélioration des services de la santé et autre. Ce serait difficile mais éminemment souhaitable. D'abord un refus catégorique et non négociable de toute privatisation quelque soit sa forme et de toute tarification nouvelle ou hausse de tarification existante comme le souhaite l'OCDE, en commençant par le refus des mesures du dernier budget Libéral. Serait aussi souhaitable des demandes de ratios malades, bénéficiaires/infirmières, auxiliaires, etc.

Faut-il préciser qu'il serait urgent que se regroupe une gauche syndicale prête à être le levain dans la pâte... mais attention aux faux prophètes qui, d'aucuns, poussent à l'aventure, et surtout de ceux qui veulent sauver la mise des hautes directions en prétendant qu'elle ont momentanément céder au pessimisme, alors qu'il n'y avait jamais eu tant de raisons d'être optimistes (unité organisationnelle du Front commun, discrédit complet des Libéraux, sympathie du grand public) et qui donnent Québec solidaire en modèle alors que sa direction est plutôt solidaire des hautes directions syndicales d'où son silence à propos de l'entente (sans compter celui sur les douloureuses fermetures dans le privé telles celle de Shell et de plusieurs usines d'Abitibi-Bowater).

Souhaitons-nous un automne chaud

Marc Bonhomme, 14 septembre 2010